

## La Primature au féminin

### Hégémonie du patriarcat et luttes politiques des femmes au-delà du pouvoir électif en RD Congo

Patient M. Polepole<sup>1</sup>

La désignation historique de Madame Judith Suminwa Tuluka au poste de Premier Ministre, annoncée le lundi 01 avril 2024, constitue un événement marquant dans le paysage politique de la République Démocratique du Congo (RDC). Cette dernière étant une société profondément enracinée dans une structure patriarcale dominante. Il s'agit de la première fois qu'une femme accède à la fonction de chef du gouvernement, après 63 années d'indépendance politique de la RDC. Cette nomination a suscité un débat sur l'application effective de la loi sur la parité homme-femme ainsi que sur la véritable inclusivité de genre dans la gouvernance politique (Roux et al. 2014; Cuvelier & Bashwira 2016; Guyguy 2020; Polepole 2022). Alors que l'on aurait pu attendre que le leadership de la nouvelle Premier Ministre apporte de nouvelles perspectives à la gouvernance politique et sécuritaire ainsi qu'à la promotion du progrès social et économique en RDC, en contraste avec les dirigeants masculins qui ont échoué pendant plus d'un demi-siècle (Polepole 2021), cette nomination ravive le débat sur la domination masculine et la représentation sociale des rôles de genre et la violence symbolique à laquelle les femmes font face (Bourdieu 2002; Roux et al. 2014; Sapiro 2021).

Cette étude analytique est fondée sur une approche - féministe critique décoloniale - ethnographique pour explorer les discours et réactions suscités, du 1<sup>er</sup> au 3 avril 2024, au sein des réseaux sociaux (Twitter, Facebook, YouTube, TikTok) ainsi que dans les médias traditionnels (journaux, sites web, télévision et radio) en RDC, consécutivement à la nomination de Judith Suminwa Tuluka au poste de Première Ministre de la RDC.

#### 1. Paradoxe de l'égalité des sexes au-delà des archétypes : le pouvoir se construit au quotidien

Cette nomination ainsi que le débat public qui en a découlé mettent en lumière la manière dont le genre, en tant que dynamique de pouvoir, est continuellement reproduit en corrélation avec les processus de domination dans la sphère

politique, hérités à la fois de la colonisation occidentale et des pratiques patronales qui en découlent (Amri 2014; Fasakin 2021; Parashar & Schulz 2021; Vlassenroot et al. 2023). Cette observation remet parfois en question les analyses contemporaines des systèmes de genre en soulevant à la fois leur universalisme et leur eurocentrisme (Rose 1994; Ziegler 2014). En effet, malgré les efforts entrepris, la lutte pour les droits des femmes est entravée par ce que certains ont appelé le "paradoxe de l'égalité des sexes", alimenté par la socialisation et l'hégémonie patriarcale (Mozziconacci 2022). Ce paradoxe fait référence à des situations où, malgré des avancées dans certains domaines de l'égalité des sexes, des inégalités persistent voire s'aggravent dans d'autres aspects de la société (Breda et al. 2020). Ce phénomène révèle les contradictions et les défis complexes auxquels la société congolaise est confrontée dans sa quête d'une égalité réelle entre hommes et femmes. Il devient donc impératif d'interroger la construction des identités individuelles et collectives, tout en examinant les dynamiques de pouvoir dans leur complexité.

Le débat sur la transmission du pouvoir politique de parent à enfant dans l'évolution des dynamiques de pouvoir, ainsi que la racialisation et la sexualisation des formes d'exclusion ou d'inclusion politique, permet de comprendre comment le pouvoir politique se construit au-delà des différences de genre. Dans certains médias proches de l'opposition, relayés par des milliers d'internautes congolais sur les réseaux sociaux (tels que Twitter, TikTok et Facebook), des discours ont évoqué le fait que la Première Ministre serait métisse, avec des parents d'origine Luba (comme le président de la République) et portugaise. Cependant, ces affirmations ont été contestées par d'autres internautes et des médias proches du pouvoir à Kinshasa, notamment TOP Congo FM. Ce dernier a révélé que la Première Ministre est la fille d'un ancien haut dignitaire, Michel Suminwa Kisamba, qui a occupé divers postes entre les années 1970 et 1990, notamment en tant que Ministre plénipotentiaire en Belgique et Représentant auprès du marché commun européen, Premier conseiller à l'Ambassade en Belgique, Ambassadeur au Tchad, et Président du conseil d'administration de la Compagnie sucrière Kwilu-Ngongo, entre autres<sup>2</sup>. Entre-temps, le lendemain de sa nomination, la Première Ministre a été présentée aux membres et cadres

<sup>1</sup> Patient M. Polepole est Doctorant à l'UCLouvain (IACCHOS) et Juwa Research Group; Enseignant-Chercheur Angaza Institute -Centre de Recherche et d'analyse des Conflits et de la Gouvernance - de l'Institut Supérieur de Développement Rural de Bukavu.

Les propos qu'il tient dans cette publication n'engagent pas Angaza Institute, les unités de recherches et les institutions auxquelles il est attaché.

Contact : [patient.polepole@uclouvain.be](mailto:patient.polepole@uclouvain.be)

<sup>2</sup> Top Congo (2024). LE DÉBAT 02 AVRIL 2024

<https://www.youtube.com/live/UWJBBq7W8gY?si=9HaPmfERnmJgfmiz>

de l'Union pour la démocratie et le progrès social (UDPS/Tshisekedi) au siège de ce parti politique qui l'a proposée pour le poste de Premier Ministre, par son Secrétaire Général, Augustin Kabuya<sup>3</sup>. A cette occasion, comme après la proclamation des élections présidentielles de décembre 2023, les premières civilités doivent être présentées à la mère biologique du Président de la République. Serait-elle la véritable patronne du parti au pouvoir ?

*Kabuya mentiona « Vous savez que ce parti [UDPS] a ses dirigeants.e.s... Nous avons notre fondatrice Maman Marthe Kasalu... Restez calmes ici, nous sommes en train de partir avec notre Première Ministre pour lui rendre hommage, après quoi nous vous rejoignons ici... Je demande à notre Première Ministre de clôturer le mois de la femme avec nous... »<sup>4</sup>.*

Notons qu'avant cette nomination, à la suite de la publication des résultats de l'élection présidentielle de décembre 2023, au début du mois de janvier dernier, une photographie de Modeste Bahati, président du Sénat, Christophe Mbose, président de l'Assemblée nationale, Jean-Michel Sama, Premier Ministre, Jean-Pierre Bemba, vice-Premier Ministre et Ministre de la Défense, ainsi qu'Augustin Kabuya, Secrétaire Général de l'UDPS, en compagnie de Madame Kasalu chez elle, a suscité l'attention du public. En cette occasion, approché par certains médias Kabuya souligna :

*« Tous les membres du Présidium [de l'Union sacrée] étaient engagés pour soutenir le candidat numéro 20 et il était important qu'ils puissent rendre visite, répondre à l'invitation de la mère du chef de l'État qui, à son tour, était également ravie de la manière dont les membres du Présidium avaient mené campagne pour le compte du candidat numéro 20 [Félix Tshisekedi] qui est son fils biologique... N'oubliez pas que Maman Marthe est la première militante de l'UDPS. Elle est fondatrice du parti, elle a aussi un mot à dire sur le parti. »<sup>5</sup>.*

## 2. Vers des nouvelles échelles d'évaluation de l'implication politique des femmes ?

La participation politique des femmes RDC est confrontée à des défis significatifs, mais également à des avancées

notables sur le plan législatif au fil du temps (Polepole 2022). Ces avancées s'inscrivent dans le cadre des luttes politiques des femmes au-delà de leur accès aux fonctions électives. Bien que la RDC ait récemment adopté une série de lois visant à promouvoir l'égalité des sexes, la mise en œuvre de ces dispositions demeure problématique.

L'alignement des femmes candidates députées reste faible malgré les avantages que le législateur accorde aux listes présentant 50% ou plus de candidates.<sup>6</sup>

La nomination de la Première ministre s'inscrit dans cette dynamique. Conformément à l'article 78 de la constitution, "Le Président de la République nomme le Premier ministre au sein de la majorité parlementaire après consultation de celle-ci" (RDC 2006). Cependant, qu'en est-il de la représentation politique des femmes au sein du parlement national et de son évolution lors des élections ? En ce qui concerne les ratios hommes-femmes, les données publiées par la Commission Électorale Nationale Indépendante (CENI) le 12 mai 2023 ont révélé que les femmes représentent 24 490 723 sur 47 862 561 élect.rice.eurs inscrites, soit 51,17% de l'électorat. Cependant, le nombre de femmes élues a évolué de la manière suivante : 42 élues sur 500, soit 8%, lors de la législature 2007-2012 ; 44 élues sur 500, soit 9%, lors de la législature 2012-2017 ; 50 élues sur 500, soit 10%, lors de la législature 2018-2023. Ce nombre est passé à 66, soit 13%, vers la fin de cette législature grâce à la suppléance des élus partis au gouvernement<sup>7</sup>. Pour la législature en cours, le nombre de femmes députées a légèrement diminué en attendant la publication du verdict définitif de la Cour Constitutionnelle concernant les contentieux électoraux. On compte actuellement 63 députées sur 500<sup>8</sup>.

La compréhension des dynamiques des forces politiques, économiques et socioculturelles revêtent une importance capitale dans la compréhension de cette sous-représentation des femmes. Un large éventail d'enjeux est en jeu, notamment les carrières, l'accès aux rentes associées au pouvoir politique et décisionnel - concernant qui devrait exercer un mandat public ou gagner un marché public, et

<sup>3</sup> Mediacongo (2024). A peine nommée, Judith Tuluka rend visite à Augustin Kabuya au siège de l'UDPS <https://www.mediacongo.net/article-actualite-135386-a-peine-nommee-judith-tuluka-rend-visite-a-augustin-kabuya-au-siege-de-l-udps.html>

<sup>4</sup> [https://x.com/wembi\\_steve/status/1775214760646070590?s=20](https://x.com/wembi_steve/status/1775214760646070590?s=20)

<sup>5</sup> 7sur7.cd (2024). Mbose, Bahati, Sama, Bemba et Kabuya chez Maman Marthe : Voici la raison de cette rencontre !

<https://7sur7.cd/2024/01/03/mbose-bahati-sama-bemba-et-kabuya-chez-maman-marthe-voici-la-raison-de-cette-rencontre>

<sup>6</sup> RDC- évaluation de la participation de femmes aux élections : le taux d'alignement de femmes reste encore faible soit, 7 % pour la législature nationale et 25 % pour la députation provinciale (Cafco) <https://actualite.cd/2023/10/19/rdc-evaluation-de-la-participation-de-femmes-aux-elections-le-taux-dalignement-de-femmes>

<sup>7</sup> Session de mars 2023 : l'Assemblée nationale compte désormais 66 femmes députées <https://talatala.cd/eclairage/65/>

<sup>8</sup> Qui sont les 63 députées femmes à l'Assemblée nationale ? <https://talatala.cd/eclairage/92/>

bien d'autres encore<sup>9</sup>. Chaque situation se présente comme une course à la suprématie, se déroulant sur le terrain de l'influence politique au sein des organes parlementaires et exécutifs qui en découlent. Chaque fois que des déséquilibres entre les partis politiques au pouvoir se creusent, la lutte devient encore plus acharnée, les acteurs ou actrices les plus faibles sont davantage marginalisés. Il s'agit en effet d'une bataille pour la survie politique des individus en premier lieu, suivie de celle de leurs partis (Polepole 2021). Il serait ainsi difficile d'envisager sur le long-terme une conciliation entre une "masculinité positive" et les luttes féministes 'non-masculinisées' pour l'émancipation des femmes sans affronter les réalités les plus sombres de l'arène politique (Kadoglou & Sarri 2014 ; Azmanova 2016). Les privilèges liés à la race, au genre et à la classe continueront toujours à influencer dès lors que les ressources et l'espace de pouvoir d'accès s'amenuiseront (Gallot et al., 2020).

### 2.1. La fonction politique

Dès sa nomination, Judith Suminwa Tuluka se trouve confrontée à des discours dominants selon lesquels les femmes occupant des postes de haute responsabilité adoptent des comportements typiquement masculins (Greenfield 1983 ; Jung 2015), contribuant ainsi à une perception de l'infériorité naturelle des femmes par rapport aux hommes. Cette perception non seulement place les femmes comme victimes de l'hégémonie patriarcale, mais les stigmatise également en les associant à une masculinité préjudiciable dans l'exercice de leurs fonctions (Stets & Burke 2000 ; McCreary et al. 2005 ; Price 2008). Elles sont ainsi perçues comme plus autoritaires et nuisibles que leurs homologues masculins, ce stéréotype se prolongeant même dans leur vie conjugale, où leur supposé "pouvoir masculin" est présumé avoir un impact négatif. Les femmes leaders politiques sont ainsi souvent décrites comme étant toxiques et incapables de maintenir une relation conjugale stable ou durable.

Il est essentiel de reconnaître que de telles perceptions reposent sur des stéréotypes profondément enracinés dans les structures traditionnelles de genre, attribuant à la femme des rôles reproductifs associés aux tâches domestiques et de soin, tandis que l'homme est vu comme celui assurant la survie de la famille par son rôle productif (Kergoat 2010 ; Galerand & Kergoat 2008).

La Première Ministre entre en fonction dans un contexte sécuritaire tendu, caractérisé par l'escalade des

affrontements violents dans la province du Nord-Kivu, notamment dans le cadre des opérations des Forces Armées de la RDC contre la rébellion du M23. Ainsi, les femmes leaders politiques ne devraient pas être évaluées selon des critères différents de ceux appliqués aux hommes. Au contraire, leur contribution à la gouvernance politique devrait être jugée en fonction de leurs compétences, de leur intégrité et de leur capacité à exercer un leadership efficace. La Première Ministre, prenant ses fonctions dans un contexte de sécurité précaire marqué par l'intensification des combats dans la province du Nord-Kivu, en particulier dans le cadre des opérations militaires des Forces Armées de la République Démocratique du Congo contre la rébellion du M23, souligna la restauration de la paix et le développement du pays comme priorités majeures de son gouvernement.

La nomination de Madame Suminwa Tuluka représente une opportunité unique de remettre en question ces préjugés et de promouvoir une culture de respect et d'égalité des genres en politique. Sa réussite en tant que Première Ministre contribuera à démontrer que les femmes peuvent occuper des postes de leadership politiques efficacement et influencer les décisions, conduisant ainsi leur pays vers un avenir meilleur sur les plans politique, économique et social. En revanche, son échec ne fera que renforcer les stéréotypes sur la capacité des femmes à occuper des postes politiques de haut niveau.

### 2.2. L'Expérience professionnelle remarquable

Judith Suminwa Tuluka a construit une carrière solide et variée avant d'entrer au gouvernement. Elle succède à Jean-Michel Sama Lukonde, qui a été son boss pendant plus d'un an au gouvernement, où elle était l'une des rares femmes à occuper un poste ministériel stratégique - ministre du Plan.

S'agissant de son parcours antérieur, de retour au Congo en 1997, après avoir étudié en Belgique, elle s'est engagée dans le monde professionnel ainsi que dans le mariage. Avec un fort engagement, elle a accumulé plus de vingt ans d'expérience dans les domaines de la gouvernance démocratique et de la consolidation de la paix, notamment en matière de gouvernance de la sécurité. Avant de rejoindre les agences des Nations Unies, notamment le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les droits de l'Homme et le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD). Elle a également travaillé dans le secteur bancaire, notamment à la City Bank. C'est au PNUD qu'elle a particulièrement marqué son parcours. Avant sa nomination au gouvernement, Tuluka a élargi son champ d'expérience

<sup>9</sup> Les femmes peinent toujours à se faire de la place dans les Assemblées législatives <https://www.studiohironde.rdc.org/les->

[femmes-peinent-toujours-a-se-faire-de-la-place-dans-les-assemblees-legislatives](https://www.studiohironde.rdc.org/les-femmes-peinent-toujours-a-se-faire-de-la-place-dans-les-assemblees-legislatives)

politique en travaillant au sein du cabinet du ministère du Budget, puis en assumant le rôle de coordinatrice adjointe du Conseil présidentiel de veille stratégique (CPVS), où elle a contribué de manière significative à la prise de décisions stratégiques pour l'avenir du pays.

### 2.3. La vie conjugale

Dans l'opinion congolaise, il existe une confusion entre la fonction traditionnelle de femme au foyer, assumant les rôles de mère et d'épouse, et celle de femme exerçant des responsabilités gouvernementales.

Cette dichotomie tire racine dans la théorie d'Elisabeth Badinter, figure éminente du féminisme contemporain, pose une perspective controversée sur la relation entre l'émancipation des femmes et leur statut dans le cadre familial. Selon Badinter, une femme ne peut réellement s'épanouir dans ses aspirations émancipatrices tout en demeurant dans une relation de couple. Cette conception sous-tend une distinction nette entre les rôles de femme, d'épouse et de mère. Badinter, tout en défendant la cause des femmes, souligne une nuance importante : son soutien est principalement adressé aux femmes indépendantes et autonomes, plutôt qu'à celles qui sont davantage dépendantes du statut de conjoint ou de mère (Badinter 1992, 2002 & 2003 ; Quentel 2017). Une thèse clé de l'argumentation de Badinter est que l'objectif ultime pour les femmes est souvent présenté comme une émulation de l'homme, ce qui entraînerait une sorte de "masculinisation" de la femme. Dans cette optique, l'homme devient le modèle à suivre pour une femme émancipée ou aspirant à l'émancipation. Cette vision met en lumière une tension entre la quête d'émancipation des femmes et les modèles traditionnels de genre, où l'homme est souvent considéré comme la référence (Badinter 2003 ; Long 2013).

Cependant, les idées de Badinter suscitent des débats et des critiques au sein du mouvement féministe, notamment en ce qui concerne la notion de renoncement à la vie de couple et la perception de la masculinité comme modèle d'émancipation pour les femmes. Certains contestent le caractère universel de cette perspective, arguant que chaque femme peut définir son propre chemin vers l'émancipation, sans nécessairement s'aligner sur des modèles masculins ou renoncer à des relations de couple (Critiques 2003 ; Scott 2004 ; Quentel 2017).

Ainsi, il est tout à fait possible pour une femme d'être à la fois une excellente Premier Ministre, une bonne mère et une épouse au foyer si elle le souhaite et si elle parvient à équilibrer ces différents rôles de manière harmonieuse. Les femmes sont tout aussi capables que les hommes de réussir dans leur carrière professionnelle tout en étant des membres responsables et aimants de leur famille.

Cependant, il est important de reconnaître que naviguer dans ces différents rôles peut être très exigeant. Ce qui nécessite un soutien adéquat, que ce soit de la part du conjoint, de la famille élargie, ou de politiques de soutien à la parentalité et à l'équilibre travail-vie personnelle. De plus, chaque individu a des priorités et des choix de vie différents, et il est essentiel de respecter ces choix personnels.

Dans une société où les stéréotypes de genre persistent, il est également crucial de ne pas juger les femmes en fonction de leurs choix de vie ou de leurs aspirations professionnelles. Tant que ces choix sont faits de manière autonome et éclairée, ils méritent d'être respectés et soutenus.

## 3. Conclusion

L'hégémonie du patriarcat crée un environnement dans lequel les femmes sont souvent désavantagées, marginalisées, considérées comme des victimes passives et souvent reléguées à des rôles subalternes dans de nombreux contextes (Staeheli & Cope 1994 ; Anders 2017). Malgré cela, les femmes ont toujours dû lutter et négocier pour accéder aux avantages sociaux, politiques et économiques (Lamoureux 2021 ; Babcock & Laschever 2021 ; Kachel 2021 ; Polepole 2024).

Pendant de nombreuses années, lorsqu'il s'agissait d'attribuer des postes de responsabilité à des femmes, elles étaient souvent sélectionnées parmi les connaissances féminines des hommes au pouvoir et étaient généralement reléguées à des postes de moindre importance. Par conséquent, le préjugé selon lequel il n'existait pas de femmes méritantes s'est renforcé<sup>10</sup>. Certaines femmes nommées à des postes de responsabilité avaient à peine la capacité de s'exprimer en français<sup>11</sup>, tandis que d'autres étaient là uniquement pour remplir des quotas.

Vu le parcours et l'expérience professionnelle de Madame Tuluka, il est probable qu'elle puisse bien exercer ses nouvelles fonctions de Première Ministre, pour autant que le système lui permette de penser et d'agir librement<sup>12</sup>. Il est

<sup>10</sup> Litsani Choukran  
<https://x.com/LitsaniChoukran/status/1775173937573355904?s=20>

<sup>11</sup> Le français fait référence à la langue officielle.

<sup>12</sup> Valérie Vanesse Kongolo  
[https://x.com/Mrs\\_Excurrence/status/1774866485212520748?s=20](https://x.com/Mrs_Excurrence/status/1774866485212520748?s=20)

également crucial que le choix des membres de son gouvernement soit principalement motivé par la compétence, plutôt que l'affiliation politique et la coterie.

La nomination historique de Judith Suminwa Tuluka au poste de Première Ministre marque ainsi un tournant significatif dans notre société profondément patriarcale. Elle ouvre la voie à une ère de parité et de gouvernance véritablement inclusive. Nous espérons que son leadership apportera de nouvelles perspectives à la gouvernance politique, au progrès socio-économique et à la sécurité de la RDC ainsi que la participation politique de la femme congolaise.

## Bibliographie

- Adjamagbo, A., & Calvès, A. E. (2012). L'émancipation féminine sous contrainte. *Revue de sciences sociales au Sud*, (2), 3-21.
- Amri, L. (2014). Citoyenneté, démocratie et genre: le principe féminin comme alternative d'ensemble à la société actuelle. *Gender and Citizenship in the Global Age*, 29.
- Anders, R. (2017). « Ne me libérez pas, je m'en charge ! »: Enjeux et perspectives de l'autodéfense féministe. *Mouvements*, 92, 85-93. <https://doi.org/10.3917/mouv.092.0085>
- Azmanova, A. (2016). Empowerment as Surrender: How Women Lost the Battle for Emancipation as They Won Equality and Inclusion. *Social Research*, 83(3), 749-776. <http://www.jstor.org/stable/44282212>
- Babcock, L. & Laschever, S. (2021). *Women Don't Ask : Negotiation and the Gender Divide*. New Jersey : Princeton University Press, 248p.
- Badinter, E. (1992). XY: De l'identité masculine (Vol. 9783). Odile Jacob.
- Badinter, E. (2002). *L'un est l'autre: des relations entre hommes et femmes*. Odile Jacob.
- Badinter, É. (2003). *Fausse route : Réflexions sur 30 années de féminisme*. Odile Jacob.
- Bourdieu, P. (1990). La domination masculine. In: *Actes de la recherche en sciences sociales*. Vol. 84, 2-31. <https://doi.org/10.3406/arss.1990.2947>
- Bourdieu, P. (2002). Nouvelles réflexions sur la domination masculine. *Cahiers du Genre*, 33 (2), 225-233. <https://doi.org/10.3917/cdqe.033.0225>
- Bourdieu, P. (2016). *La domination masculine*. Média Diffusion.
- Critiques. Travail, genre et sociétés, 10 (2003), 225-237. <https://doi.org/10.3917/tgs.010.0225>
- Cuvelier, J & Bashwira, M.R. (2016). Women, Conflict, and Public Authority in the Congo. Rift Valley Institute, Political Settlements Research Programme Briefing Papers, no. 13, Rift Valley Institute.
- Fasakin, A. (2021). The coloniality of power in postcolonial Africa: experiences from Nigeria. *Third World Quarterly*, 42(5), 902-921. <https://doi.org/10.1080/01436597.2021.1880318>
- Galerand, E. & Kergoat, D. (2008). Le potentiel subversif du rapport des femmes au travail. *Nouvelles Questions Féministes*, 27, 67-82. <https://doi.org/10.3917/nqf.272.0067>
- Guyguy, C. K. (2020). Parity in Political Institutions in the DR.Congo for the Emergence of the Good Governance: Low Representation of Women in the National Executive Institutions. *Open Journal of Social Sciences*, 8, 210-231. <https://doi.org/10.4236/jss.2020.85015>
- Kachel, S., Steffens, M. C., & Niedlich, C. (2016). Traditional masculinity and femininity: Validation of a new scale assessing gender roles. *Frontiers in psychology*, 7, 164027. <https://doi.org/10.3389/fpsyg.2016.00956>
- Kadoglou, T., & Sarri, K. (2014). Women, Motherhood and Work. *Simone de Beauvoir Studies*, 29(1), 33-45. <https://doi.org/10.1163/25897616-02901005>
- Kergoat, D. (2010). Le rapport social de sexe de la reproduction des rapports sociaux à leur subversion. Dans : Annie Bidet-Mordrel éd., *Les rapports sociaux de sexe* (pp. 60-75). Paris cedex 14: Presses Universitaires de France. <https://doi.org/10.3917/puf.colle.2010.01.0060>
- Lamoureux, D. (2021). Bibia Pavard, Florence Rochefort, Michelle ZancariniFournel - Ne nous libérezpas, on s'en charge 2020, La Découverte, 512 p. *Cahiers du Genre*; Paris Iss. 70: 241-245.
- Long, I. (2013). Women Intellectuals in Post-68 France: Petitions and Polemics. *Springer*. 161p. <https://doi.org/10.1057/9781137318770>
- McCreary, D. R., Saucier, D. M., & Courtenay, W. H. (2005). The drive for muscularity and masculinity: Testing the associations among gender-role traits, behaviors, attitudes, and conflict. *Psychology of Men & Masculinity*, 6(2), 83.
- Mozziconacci, V. (2022). *Qu'est-ce qu'une éducation féministe?: égalité, émancipation, utopie*. Paris, Éditions de la Sorbonne, 409 p.
- Mulyata, A. M. (2020). La citoyenneté politique de la femme RD congolaise: entre droit et réalité. *Parcours et Initiatives: Revue interdisciplinaire du Graben (PIRIG)*, (20), 169-212.
- Parashar, S., & Schulz, M. (2021). Colonial legacies, postcolonial 'selfhood' and the (un)doing of Africa. *Third World Quarterly*, 42(5), 867-881. <https://doi.org/10.1080/01436597.2021.1903313>

- Polepole, P. (2021). Un Gouvernement de combats d'espoir en RDC ? Cap 2023 entre survie électoraliste et fragilisation politique. *Angaza Opinion* 2021. <https://doi.org/10.13140/RG.2.2.28470.98882>
- Polepole, P. (2024). Lutte ou appropriation créative du genre ? Luttés des femmes pour la femme face aux interventions dans la gouvernance des ressources naturelles en RDC. *Colloque international : Anthropologie politique des rapports de genre*. UCLouvain (Louvain-la-Neuve)
- Price, S.K. (2008). Women and Reproductive Loss: Client-Worker Dialogues Designed to Break the Silence, *Social Work*, 53 (4), 367–376, <https://doi.org/10.1093/sw/53.4.367>
- Quentel, A. (2017). Élisabeth Badinter, derrière l'image: La voix d'un féminisme blanc et puissant. *Revue du Crieur*, 8, 20-33. <https://doi.org/10.3917/crieu.008.0020>
- Rose, J. (1994). On the 'Universality' of Madness: Bessie Head's "A Question of Power". *Critical Inquiry*, 20(3), 401-418. <https://doi.org/10.1086/448719>
- Roux, S., Sapiro, G., Charle, C. & Poupeau, F. (2014). Penser l'État. *Actes de la recherche en sciences sociales*, 201-202, 4-10. <https://doi.org/10.3917/arss.201.0004>
- Sapiro, G. (2021). "Les formes d'engagement des écrivains : continuité et ruptures", *Elfe XX-XXI* [Online], 10 connection on 03 April 2024. <https://doi.org/10.4000/elfe.4015>
- Scott, J.W. (2004). Elisabeth Badinter, Fausse Route. *French Politics, Culture and Society*, 22(2), 157-161.
- Staeheli, L. A., & Cope, M. S. (1994). Empowering women's citizenship. *Political Geography*, 13(5), 443–460. [https://doi.org/10.1016/0962-6298\(94\)90050-7](https://doi.org/10.1016/0962-6298(94)90050-7)
- Stets, J. E., & Burke, P. J. (2000). Femininity/masculinity. *Encyclopedia of sociology*, 2, 997-1005.
- Vlassenroot, K., Grégoire, A. & Bisoka, A.N. (2023). The Congolese Elections and International Observers. ISPI (Istituto per gli Studi di Politica Internazionale) <https://www.ispionline.it/en/publication/the-congolese-elections-and-international-observers-157325>
- Ziegler, J. (2014). *Main basse sur l'Afrique*. Média Diffusion.

## Remerciements

Merci à Blaise-Pascal Z. Muhindo pour sa précieuse contribution à la relecture et aux apports à l'article.

## Pour citer cette publication

Polepole, P. (2024). La Primature au féminin : Hégémonie du patriarcat et luttes politiques des femmes au-delà du pouvoir électif en RD Congo. *Angaza Opinion*, avril 2024